

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Sommet de l'Union africaine: Ossouka Raponda porte la voix du Gabon

J.O
Libreville/Gabon

La cheffe du gouvernement gabonais, Rose Christiane Ossouka Raponda, a pris part aux travaux du 35e sommet de l'Union africaine du 5 au 6 février dernier à Addis, Abeba, en Éthiopie.

Prenant la parole, au nom du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, sur les questions de paix et de sécurité, elle a souligné la nécessité de poursuivre les progrès dans la mise en œuvre des mécanismes fonctionnels pour la prévention et le règlement pacifique des conflits. Tout en rappelant que la stabilité du continent était l'une des priorités de l'agenda 2063 de l'UA. Tout comme, elle a réitéré l'engagement du Gabon à mettre pleinement à profit son mandat à la présidence du Comité consultatif permanent des Nations unies, chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, sa présence au sein du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies et son statut de membre non-permanent du Conseil de sécurité des Nations unies pour la période 2022-2023.

En outre, au nombre des sujets abordés, les coups d'État qui ont secoué le continent durant l'année écoulée ont fait l'unanimité



Photo: DR

La Première ministre lors des travaux d'Addis-Abeba

contre eux. Lors de la réunion du Conseil de paix et de sécurité, " chaque dirigeant africain de l'assemblée a condamné sans équivoque (...) la vague de changements anticonstitutionnels de gouvernement ", a déclaré son dirigeant, Bankole Adeoye. L'UA " ne tolérera aucun coup d'État militaire sous quelque forme que ce soit ", a-t-il ajouté, rappelant que tous les pays ayant connu des putschs ont été suspendus. " A aucun moment dans l'histoire de l'Union africaine nous n'avons eu quatre pays suspendus en douze mois: le Mali, la Guinée, le Soudan et le Burkina Faso ", a-t-il ajouté. Lors de son discours, le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, a également évoqué la " funeste vague " de coups d'État, et sou-

ligné des " liens de causalité connus " avec le terrorisme. Il n'a pas été facile de savoir si le sommet, dont la plupart des sessions se sont déroulées à huis clos, a abordé la question de la guerre qui fait rage dans le pays hôte. Le nord de l'Éthiopie est, en effet, ravagé depuis quinze mois par un conflit entre forces pro-gouvernementales et rebelles du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), qui a fait des milliers de morts et, selon l'Organisation des Nations unies (ONU), mené des centaines de milliers de personnes au bord de la famine.

À noter que cette année, au niveau des chefs d'État et de gouvernement, le Sénégalais Macky Sall succède au chef de l'État congolais, Félix Tshisekedi, en tant que président de l'UA.

Le bilan au chef de l'État

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Après sa participation au 35e sommet de l'Union africaine (UA), la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, a été reçue hier par le président de la République, Ali Bongo Ondimba. Durant cet entretien auquel ont assisté quelques proches collaborateurs du chef de l'État, cette dernière a fait le compte rendu de sa participation à la 35e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'UA.

À Addis Abeba, la représentante d'Ali Bongo Ondimba, a affirmé la volonté du Gabon d'œuvrer au renforcement de la résilience

en matière de nutrition et de sécurité alimentaire, du système agroalimentaire et de protection sociale. Des chantiers inscrits dans l'agenda de l'UA durant cette année.

Elle a porté à la connaissance de Macky Sall, nouveau président de l'UA, le soutien de son homologue gabonais durant son mandat. D'ailleurs le numéro un gabonais a félicité son homologue sénégalais après sa désignation. La nouvelle figure de l'UA a dévoilé ses principaux chantiers à savoir, entre autres, la création d'une agence panafricaine de notation dans la gestion de la pandémie de coronavirus ainsi que d'autres pathologies telles que le Sida, la tuberculose et le cancer.



Photo: DR

La Première ministre faisant le point de sa participation au 35e sommet de l'UA.

Miroir du gouvernement Processus salubre

APRÈS avoir décidé de confier désormais la gestion des ordures ménagères aux mairies d'arrondissement, le gouvernement, via le ministère de l'Éducation nationale, envisage de se délester de l'entretien des établissements publics secondaires et primaires nouvellement construits, en le léguant aux collectivités locales les abritant. C'est tout le sens de la séance de travail qu'a dirigée, mercredi dernier, à son cabinet, le ministre de l'Éducation nationale, le Pr Patrick Mouguiama-Daouda. Une rencontre à laquelle prenaient part, entre autres, les maires des communes d'Owendo, d'Akanda, de Ntoun et du 6e arrondissement de la commune de Libreville. Des faits qui, d'une certaine manière, témoignent d'un certain désengagement et de la volonté du gouvernement d'impliquer

les exécutifs locaux dans la gestion et le développement des territoires. De sorte qu'ils deviennent, à terme, des vecteurs et promoteurs de croissance. Et on ne peut véritablement pas s'en plaindre. Car, à y regarder de près, il y a des tâches (gestion des établissements scolaires, sanitaires, formation professionnelle, etc.) relevant actuellement de l'État central qui, toutes proportions gardées, pourraient être confiées avec une certaine efficacité aux collectivités locales, du fait de leur proximité. Encore faudrait-il qu'elles disposent de suffisamment de moyens financiers, humains et matériels. Et que dans le même temps, l'espèce de réticence et réserve qui a souvent caractérisé l'attitude du gouvernement à l'égard des collectivités locales s'estompe.

Dans cette optique, l'on ne peut que se satisfaire de l'adoption, il y a quelques mois, par le Parlement, du projet de loi fixant les modalités de transfert des compétences de l'État aux collectivités locales. Un texte d'autant plus pertinent qu'il énonce et distingue clairement les compétences confiées aux départements, communes et mairies d'arrondissement. Tout ceci pour signifier que le processus initié par le gouvernement est salubre à plus d'un titre. Tant il illustre sa volonté d'être en phase avec une gouvernance moderne, davantage à l'écoute des collectivités locales. Pourvu que ça dure!

J.KOMBILE MOUSSAVOU